

SOZIALES

DÉBAT SUR LE SALAIRE SOCIAL MINIMUM

Des inégalités salariales criantes

Fabien Grasser

Le débat sur la hausse du salaire social minimum vient rappeler les importantes disparités salariales constatées dans le pays. Plusieurs études parues ces dernières semaines permettent d'en prendre la mesure, avec un salaire moyen 2,3 fois plus important que le salaire minimum. Les inégalités s'expliquent par le secteur d'activité, le niveau d'étude, mais aussi par la nationalité et le lieu de résidence.

Le premier PIB par habitant au monde, le salaire horaire le plus élevé de l'Union européenne et des dizaines de milliers de salarié·es qui tirent le diable par la queue chaque mois : voilà résumé le paradoxe du monde du travail luxembourgeois. La controverse sur la hausse du salaire social minimum (SSM) a placé la question des inégalités salariales au centre du débat politique ces dernières semaines. Les 170 euros de hausse mensuelle décrétée par le gouvernement sont insuffisants selon les syndicats et malvenus pour le patronat. Cette augmentation cumule le prochain index et l'habituelle hausse bisannuelle du SSM, indexée sur l'évolution générale des salaires, qui entrera en vigueur au 1er janvier prochain. Cela portera le SSM à 2.876,64 euros bruts par mois, contre 2.703,74 actuellement. Le SSM qualifié passera de 3.244,48 euros bruts aujourd'hui à 3.451,96 euros.

L'Union des syndicats, réunissant l'OGBL et le LCGB, réclame une hausse structurelle de 300 euros supplémentaires, afin que le SSM dépasse les 3.000 euros mensuels. C'est à leurs yeux le montant minimal pour vivre un tant soit peu convenablement au Luxembourg, pointant toujours les prix exorbitants du logement comme le principal générateur de pauvreté. « Au niveau actuel, c'est de la survie », répétait ces derniers jours Nora Back, la présidente de l'OGBL, martelant que « le Luxembourg détient le record d'Europe du nombre de travailleurs pauvres ».

S'il y a bien une chose sur laquelle le gouvernement et le patronat s'accordent avec les syndicats, c'est l'impossibilité de vivre décemment de son travail au Luxembourg quand on est payé au SSM. Tant le ministre CSV du travail, Marc Spautz, que le président de l'UEL, Michel Reckinger, le reconnaissent. Pour y pallier, ils plaident pour des aides sociales ciblées afin de compenser l'insuffisance des rémunérations par de l'argent public. Un

constat qui déclassé les quelque 70.000 personnes payées au SSM au rang de salarié·es de seconde zone.

Coût horaire le plus élevé de l'UE

Il y a pourtant, pour le Luxembourg et ses 485.000 salarié·es, d'autres records moins honteux que celui du nombre de « working poor ». Selon l'étude 2025 d'Eurostat sur les « coûts horaires de la main-d'œuvre » dans l'UE, parue le 31 mars, c'est au Luxembourg qu'il est le plus élevé avec 56,8 euros bruts de l'heure (salaire et cotisations sociales). Ce chiffre place le pays loin au-dessus de la moyenne européenne (34,9 euros) et du dernier de la classe, la Bulgarie (12 euros). Au Luxembourg, les salarié·es empochent ainsi 49,7 euros nets par heure de travail, avant impôt. Le SSM se situe pourtant loin de ce niveau avec un salaire brut horaire de 15,6 euros seulement, soit 3,6 fois moins que la moyenne relevée par Eurostat pour l'ensemble du pays.

Les inégalités sont encore plus criantes quand on compare les salaires les plus faibles aux rémunérations les plus élevées. Selon les données du Statec, en 2014, les rémunérations les plus faibles étaient versées dans le commerce, où les salarié·es au plus bas de l'échelle percevaient en moyenne

25.711 bruts euros annuels. À l'opposé, c'est sans surprise dans les activités financières que les salaires étaient les plus conséquents, avec des rémunérations moyennes de 139.473 euros bruts pour les cadres. En 2022, dernière année pour laquelle des chiffres sont disponibles, les salaires les plus bas étaient versés dans l'Horeca, avec une rémunération annuelle moyenne de 27.686 euros au bas de l'échelle. À l'autre extrémité, c'est toujours le secteur financier qui tient le haut du pavé avec des salaires moyens de 159.297 euros pour les cadres. Les mieux loti·es gagnaient donc 5,7 fois plus que les moins nanti·es. Cet écart était de 5,4 en 2014, témoignant d'une progression sensible des inégalités de rémunération.

Pour sa part, l'étude d'Eurostat déjà citée vient contredire un argument patronal régulièrement ressassé, à savoir une explosion des coûts salariaux qui entraînerait une perte de compétitivité de l'économie luxembourgeoise par rapport à ses voisins européens. Si entre 2024 et 2025 le coût horaire de la main d'œuvre a bien augmenté de 3,5 %, au Luxembourg cette hausse figure parmi les plus faibles dans l'UE. Alors que l'augmentation est de 4,1 % en moyenne à l'échelle européenne, seule la France (2 %) et l'Italie (3,2 %) enregistrent des hausses moindres

à celle du grand-duché, qui partage sa troisième place avec l'Espagne et Chypre.

10.000 euros de moins pour les frontalier·ères

Les inégalités salariales particulièrement marquées au Luxembourg s'expliquent avant toute chose par le niveau de diplôme des salarié·es et le secteur d'activité qui les emploie, indique le Statec. Une personne au niveau master ou plus gagne ainsi en moyenne 115.000 euros par an, contre 61.000 pour une personne qui a achevé un cursus secondaire.

Mais ce ne sont pas les seuls déterminants. Le lieu de résidence et la nationalité jouent également un rôle, selon des données publiées par l'institut statistique en mars. Ainsi, le salaire moyen annuel est de 78.000 euros pour les résident·es étranger·ères, mais atteint 92.000 euros pour les Luxembourgeois·es. Le Statec explique cette différence par le fait qu'une partie importante des nationaux travaillent dans la fonction publique où les traitements sont particulièrement élevés, l'enseignement étant le secteur le mieux payé après la finance, avec une rémunération moyenne atteignant 111.000 euros par an.

Les inégalités sont encore plus importantes si l'on considère le travail transfrontalier. Alors que le salaire moyen luxembourgeois atteint 75.000 euros annuels, celui des frontalier·ères ne s'établit qu'à 65.000 euros, soit 10.000 euro de moins. Dans le détail, il est de 70.000 euros pour les frontalier·ères belges, de 69.000 euros pour les allemand·es et de seulement 58.000 euros pour les français·es. Ces dernier·ères, qui sont aujourd'hui plus de 120.000 à travailler au grand-duché, occupent une part non-négligeable des emplois payés au SSM ou légèrement au-dessus, dans l'Horeca, le commerce ou la construction. Ces trois secteurs sont aussi ceux où l'Inspection du travail et des mines a relevé le plus de manquements au versement du salaire minimum : sur 26 infractions, la moitié avait été relevée dans l'hôtellerie-restauration en 2025.

Lors des débats parfois animés de ces dernières semaines sur la hausse du SSM, les syndicats ont reproché au gouvernement de mener une politique salariale électoraliste, dont les premières victimes seraient les frontalier·ères, qui ne votent pas au Luxembourg. Sur le papier au moins, les chiffres leur donnent raison.

